

DCG 5

Économie

MANUEL ET APPLICATIONS

Corrigés inclus

François COULOMB

Ancien élève de l'ENS Cachan
Agrégré d'économie et gestion
Docteur en sciences économiques
Membres des commissions d'examen
de l'expertise comptable

Sébastien CASTAING

Ancien élève de l'ENS Cachan
Docteur en sciences de gestion
Professeur agrégé d'économie et gestion

Jean LONGATTE

Ancien élève de l'ENS Cachan
Professeur de chaire supérieure en classes préparatoires
Membre des commissions d'examen
de l'expertise comptable

Pascal VANHOVE

Ancien élève de l'ENS Cachan
Professeur de chaire supérieure en classes préparatoires
Membre des commissions d'examen
de l'expertise comptable

5^e édition



EDITIONS
FRANCIS LEFEBVRE

DUNOD

Le pictogramme qui figure ci-contre mérite une explication. Son objet est d'alerter le lecteur sur la menace que représente pour l'avenir de l'écrit, particulièrement dans le domaine de l'édition technique et universitaire, le développement massif du photocopillage.

Le Code de la propriété intellectuelle du 1^{er} juillet 1992 interdit en effet expressément la photocopie à usage collectif sans autorisation des ayants droit. Or, cette pratique s'est généralisée dans les établissements d'enseignement supérieur, provoquant une baisse brutale des achats de livres et de revues, au point que la possibilité même pour les auteurs de créer des œuvres nouvelles et de les faire éditer correctement est aujourd'hui menacée.

Nous rappelons donc que toute reproduction, partielle ou totale, de la présente publication est interdite sans autorisation de l'auteur, de son éditeur ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris).



© Dunod, 2015

5 rue Laromiguière, 75005 Paris
www.dunod.com

ISBN 978-2-10-072704-9
ISSN 1269-8792

Le Code de la propriété intellectuelle n'autorisant, aux termes de l'article L. 122-5, 2° et 3° a), d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite » (art. L. 122-4).

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

Sommaire

Pour réussir le DCG et le DSCG	VII	
Préparer l'épreuve d'économie	XI	
Programme de l'épreuve n° 5, Économie	XIII	
PARTIE 1	Économie et histoire	1
CHAPITRE 1	La pensée économique	3
	Section 1 Introduction à la science économique	3
	Section 2 Les grands courants de la pensée économique	10
	Section 3 La pensée économique contemporaine	23
	Résumé • Références du chapitre • Applications	27
CHAPITRE 2	Histoire économique : de la révolution industrielle à la Deuxième Guerre mondiale	31
	Section 1 La révolution industrielle ou l'entrée dans le monde économique moderne	31
	Section 2 De la grande guerre à la grande crise	36
	Section 3 Dépression et mutations au cours des années 1930	42
	Résumé • Références du chapitre • Applications	50
CHAPITRE 3	Histoire économique : depuis la Deuxième Guerre mondiale	53
	Section 1 De la reconstruction à la prospérité	53
	Section 2 Crise, mutations et changements de paradigmes	61
	Section 3 La construction du monde économique contemporain	68
	Résumé • Références du chapitre • Applications	77
PARTIE 2	L'économie de marché : son fonctionnement et ses imperfections	81
CHAPITRE 4	La représentation de l'activité économique : comptabilité nationale et circuit	83
	Section 1 Les opérations de l'activité économique	84
	Section 2 L'analyse de l'activité économique nationale	93
	Résumé • Références du chapitre • Applications	101

CHAPITRE 5	Le comportement des acteurs	105
	Section 1 La microéconomie du consommateur	105
	Section 2 La microéconomie du producteur	112
	Résumé • Références du chapitre • Applications	121
CHAPITRE 6	Marché et formation des prix	125
	Section 1 La formation des prix en concurrence pure et parfaite	125
	Section 2 La concurrence imparfaite et ses implications économiques	130
	Section 3 Les pouvoirs publics et les limites de la régulation par le marché	139
	Résumé • Références du chapitre • Applications	144
PARTIE 3	L'analyse des déterminants fondamentaux de l'activité économique	149
CHAPITRE 7	La consommation et l'épargne	151
	Section 1 Le partage du revenu entre l'épargne et la consommation	151
	Section 2 La consommation, son évolution et ses déterminants	159
	Section 3 L'épargne, son évolution et ses déterminants	166
	Résumé • Références du chapitre • Applications	170
CHAPITRE 8	L'investissement	173
	Section 1 L'investissement, source d'accumulation de capital	173
	Section 2 Les déterminants de l'investissement	178
	Section 3 Le rôle de l'investissement dans la croissance économique	184
	Résumé • Références du chapitre • Applications	192
CHAPITRE 9	Croissance et analyse conjoncturelle	197
	Section 1 Définition et mesure de la croissance économique	197
	Section 2 L'interprétation économique du trend et des cycles économiques	201
	Section 3 L'analyse conjoncturelle et ses outils	209
	Résumé • Références du chapitre • Applications	218
PARTIE 4	Financement et mondialisation de l'économie	223
CHAPITRE 10	La monnaie	225
	Section 1 La monnaie : évolution et quantification	225
	Section 2 Les débats autour du rôle de la monnaie et de la demande d'encaisses	230
	Section 3 L'offre de monnaie : acteurs et politique d'émission	238
	Résumé • Références du chapitre • Applications	243
CHAPITRE 11	Le financement de l'économie	247
	Section 1 De l'économie d'endettement au surendettement et à l'inflation	247

Section 2	Développement et transformations des marchés financiers	254
Section 3	Globalisation des marchés, globalisation des risques	261
Résumé • Références du chapitre • Applications		267
CHAPITRE 12	Les échanges internationaux	271
Section 1	Les fondements des échanges internationaux	271
Section 2	Le commerce mondial	285
Résumé • Références du chapitre • Applications		297
CHAPITRE 13	Le change	301
Section 1	Taux de change et marché des changes	301
Section 2	La détermination des taux de change	305
Section 3	Balance des paiements et politiques de change	310
Résumé • Références du chapitre • Applications		323
CHAPITRE 14	Problèmes monétaires et financiers internationaux	327
Section 1	L'instabilité monétaire et financière internationale	328
Section 2	Les crises monétaires et financières internationales	333
Section 3	La recherche d'un nouveau système monétaire et financier international	340
Résumé • Références du chapitre • Applications		345
PARTIE 5	Politiques publiques et régulation de l'économie	349
CHAPITRE 15	Le rôle de l'État et des collectivités locales	351
Section 1	L'intervention de l'état dans l'économie et son évolution	352
Section 2	La décentralisation de l'état et le rôle des collectivités locales	361
Section 3	L'intervention de l'état par le jeu des politiques économiques	367
Résumé • Références du chapitre • Applications		379
CHAPITRE 16	L'Union européenne	383
Section 1	La genèse de la construction européenne	383
Section 2	Les grandes réalisations de l'europe	390
Section 3	Les politiques européennes face aux grands enjeux économiques et sociaux	397
Résumé • Références du chapitre • Applications		406
CHAPITRE 17	Marché du travail, emploi, chômage	411
Section 1	Les caractéristiques du marché du travail et du chômage	411
Section 2	Les analyses théoriques du marché du travail et du chômage	425

Section 3	Les politiques d'emploi	436
	Résumé • Références du chapitre • Applications	440
CHAPITRE 18	Risques sociaux, inégalités et redistribution	445
Section 1	La répartition primaire des revenus	445
Section 2	Les mécanismes et l'organisation du système français de redistribution	452
Section 3	Les difficultés et les perspectives de la redistribution	458
	Résumé • Références du chapitre • Applications	466
CHAPITRE 19	La politique structurelle	471
Section 1	La politique structurelle : de la théorie à la mise en œuvre	472
Section 2	Les logiques du désengagement	476
Section 3	Un nouveau positionnement pour l'état	480
	Résumé • Références du chapitre • Applications	487
	Entraînement	491
	Éléments de méthodologie	492
	Sujet d'annales 2012	498
	Sujet d'annales 2014	500
	Corrigés	503
	Corrigés des Applications	504
	Corrigés du sujet d'annales 2012	541
	Corrigés du sujet d'annales 2014	548
	Index	559
	Table des matières	564

Pour réussir le DCG et le DSCG

Le cursus des études conduisant à l'expertise comptable est un cursus d'excellence, pluridisciplinaire, vers lequel se dirigent, à raison, de plus en plus d'étudiants.

Dunod dispose depuis de très nombreuses années d'une expérience confirmée dans la préparation de ces études et offre aux étudiants comme aux enseignants une gamme complète d'ouvrages de cours, d'entraînement et de révision qui font référence.

Ces ouvrages sont entièrement adaptés aux épreuves, à leur esprit comme à leur programme, avec une qualité toujours constante. Ils sont tous régulièrement actualisés pour correspondre le plus exactement possible aux exigences des disciplines traitées.

La collection Expert Sup propose aujourd'hui :

- des manuels complets mais concis, strictement conformes aux programmes, comportant des exemples permettant l'acquisition immédiate des notions exposées, complétés d'un choix d'applications permettant l'entraînement et la synthèse ;
- des livres de cas originaux, avec la série « Tout l'entraînement » spécialement conçue pour le travail et l'assimilation du programme ;
- les Annales DCG, spécifiquement dédiée à l'entraînement à l'examen.

Elle est complétée d'un ensemble d'outils pratiques de révision, avec la collection Express DCG, ou de mémorisation et de synthèse avec les « Petits experts » (*Petit fiscal, Petit social, Petit Compta, Petit Droit des sociétés...*).

Ces ouvrages ont été conçus par des enseignants confirmés ayant une expérience reconnue dans la préparation des examens de l'expertise comptable.

Ils espèrent mettre ainsi à la disposition des étudiants les meilleurs outils pour aborder leurs études et leur assurer une pleine réussite.

Jacques Saraf
Directeur de collection

MANUEL MODE D'EMPLOI

Clair et bien structuré, le cours présente **toutes les connaissances au programme** de l'épreuve DCG 5.
Les notions importantes et les définitions, présentées sous forme d'encadrés de couleur, y sont aisément repérables.
Les **100 focus d'illustration** de l'ouvrage permettent de mieux comprendre les connaissances à acquérir.

Le cours
complet et progressif

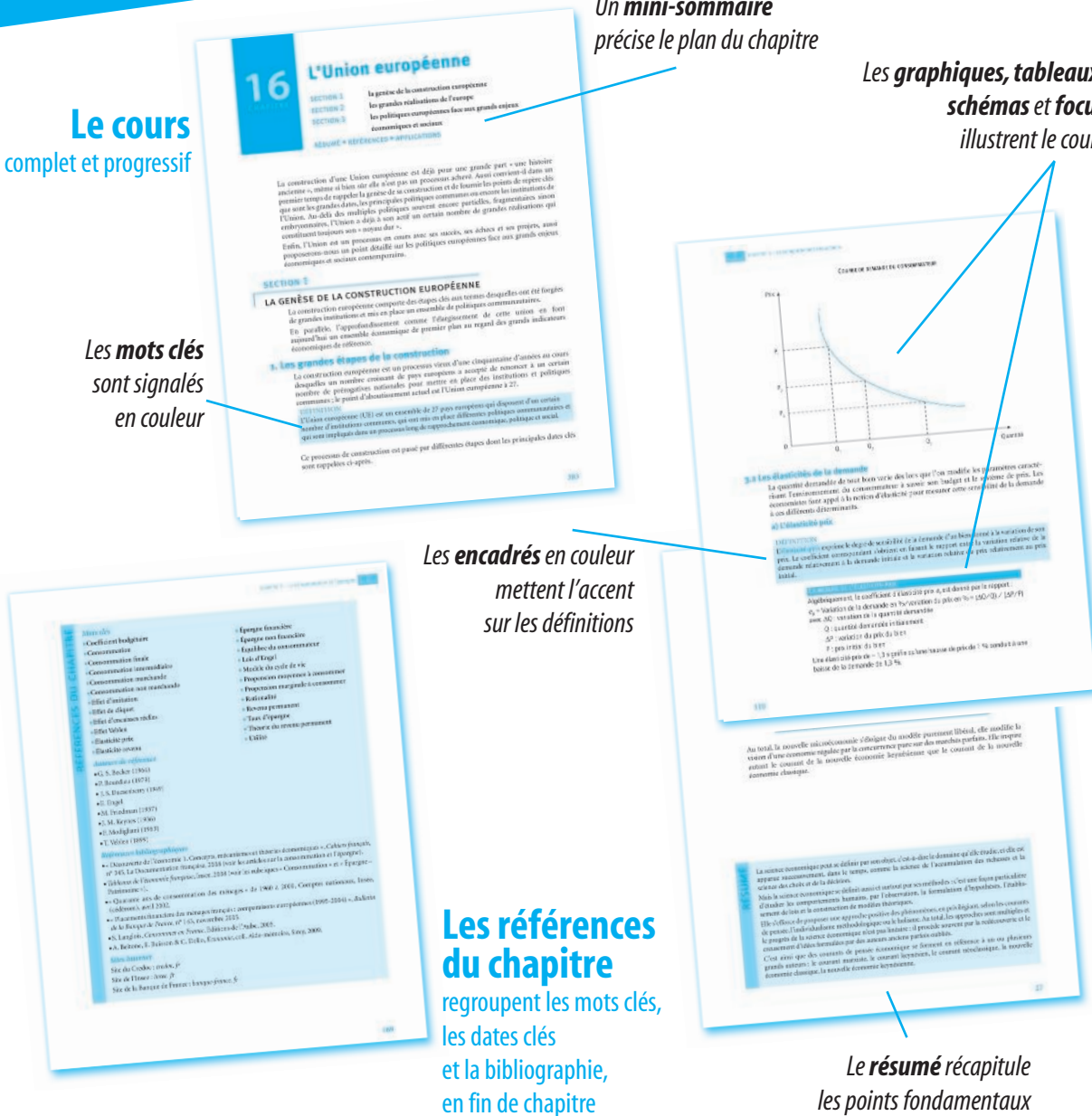
Les mots clés
sont signalés
en couleur

Les encadrés en couleur
mettent l'accent
sur les définitions

**Les références
du chapitre**
regroupent les mots clés,
les dates clés
et la bibliographie,
en fin de chapitre

Un mini-sommaire
précise le plan du chapitre

Les graphiques, tableaux,
schémas et focus
illustrent le cours



Préparer l'épreuve d'économie

Méthode de travail

■ Contexte

Un référentiel d'économie conséquent doublé d'une épreuve d'examen réputée difficile.

■ Conseils

- Priorité à un travail régulier. Cela vaut bien sûr pour une discipline comme l'économie qui comporte de nombreux concepts et lois économiques à connaître et qui suppose de composer en permanence avec des faits économiques, des chiffres et des connaissances de théorie économique.
- Nécessité aussi de bien apprendre et de maîtriser un noyau dur de connaissances fait de mots clés, de principes d'analyse économique et de grands points de repère en matière d'histoire économique et sociale.
- Nécessité de se tenir au courant de l'actualité économique et d'enregistrer les grandes tendances économiques, les débats et enjeux contemporains et les orientations prises par les Pouvoirs publics (lois, décrets, missions d'étude, etc.). Cela donne sens à l'enseignement reçu, c'est un moyen de tester sa compréhension des phénomènes économiques, de se préparer à l'examen... et aussi tout simplement de se motiver.

Préparation des épreuves

■ Contexte

- Le contenu de l'épreuve d'économie de DCG est à la fois diversifié et exigeant puisqu'elle peut consister en un commentaire de texte ou en une dissertation auxquels peuvent s'ajouter des questions de cours. Il importe donc d'être capable de traiter ces trois types de sujets.

■ Conseils

- Il faut prendre l'habitude et se donner les moyens de traiter une problématique économique avec puis sans texte d'appui (puisque l'épreuve peut consister en un commentaire de texte ou en une dissertation).

Cela veut dire être capable de proposer une réflexion structurée avec un plan sur un sujet d'ordre économique (par exemple le chômage, les performances de la France à l'exportation, les conséquences de la politique monétaire de la BCE, etc.).

Il faut donc savoir faire une introduction, savoir construire **un plan** avec deux ou trois grandes parties et deux ou trois sous-parties... et boucler le travail par une conclusion qui révèle la valeur ajoutée de la contribution effectuée. L'utilisation d'annales peut constituer une bonne base d'entraînement.

- S'entraîner à traiter (régulièrement) des **questions de cours** (le tableau entrées-sorties, TES, les instruments de la redistribution des revenus, etc.). L'ouvrage d'économie de ce point de vue permet de gagner un temps considérable... car un très grand nombre de questions de cours y sont traitées). Il faut donc apprendre et « digérer » les connaissances correspondantes et apprendre à les reformuler.

- Prendre l'habitude de **gérer son temps** : équilibrer le temps de travail entre les différentes parties d'une épreuve (par exemple entre le commentaire de texte et les éventuelles questions de cours) ; savoir lire et exploiter rapidement les documents en annexe (lire régulièrement des articles de revue économique (*Alternatives économiques*, *L'Expansion*, etc.) aide beaucoup de ce point de vue) ; penser à prévoir du temps pour relire sa copie...
- Donner toute sa place à la **forme** : écrire convenablement, éviter ou limiter les ratures, éviter les abréviations, les anglicismes, les mots familiers bien sûr... ; aérer la copie et faire des paragraphes (pour faciliter le travail de lecture), bien se relire pour limiter les fautes d'orthographe... Ce point est crucial car la réussite de l'épreuve repose pour une part directement ou indirectement sur le niveau de langue, la forme et l'orthographe !

Trucs & astuces

- Se faire un petit répertoire de définitions (liste de mots clés avec leur définition).
- Prendre l'habitude de lire régulièrement un magazine économique (*Alternatives économiques*, *L'Expansion*, etc.) ou les pages économiques d'un quotidien (*Le Monde*, *Les Échos*, etc.). Cela permet de prendre l'habitude d'exploiter rapidement un document, de se construire progressivement une culture économique... Il faut donc prendre l'habitude de fréquenter le CDI ou de s'abonner.
- Rédiger sa conclusion dès que le plan général est fait, car elle est souvent bâclée faute de temps par le candidat... alors qu'il s'agit de la dernière impression laissée au lecteur avant qu'il ne mette une note.
- Ne pas hésiter à mettre des titres et des sous-titres notamment pour le commentaire ou la dissertation. Ce n'est pas exigé mais cela améliore souvent la présentation de la copie, facilite le travail de lecture du correcteur... et peut aider le candidat à construire des parties cohérentes et homogènes.
- Repérer les fautes d'orthographe usuelles et noter la forme correcte des mots (souvent ce sont les mêmes fautes qui reviennent). Cette discipline permettra dans de nombreux cas de réduire sensiblement le nombre de fautes !
- Éviter les catalogues d'idées. Cela exige de savoir mettre en relation les idées, les hiérarchiser, développer seulement celles qui paraissent les plus importantes...
- Penser à faire référence au(x) texte(s) dans le cas d'un commentaire, ce qui signifie éventuellement reprendre une ou deux phrases entre guillemets qui paraissent particulièrement importantes et surtout reprendre des idées développées dans le texte en le reformulant et ne pas oublier d'écrire après « cf. annexe ».

Les auteurs

Programme de l'épreuve n° 5

Économie

DURÉE DE L'ENSEIGNEMENT	NATURE DE L'ÉPREUVE	DURÉE	COEFFICIENT
(à titre indicatif) 210 heures 18 crédits européens	Épreuve écrite portant sur une dissertation et/ou le commentaire d'un ou plusieurs documents et/ou une ou plusieurs questions	4 heures	1,5

SENS ET PORTÉE DE L'ÉTUDE	NOTIONS ET CONTENUS
1. Grands courants de pensée et principaux faits économiques et sociaux (35 heures)	
Se repérer dans les débats économiques contemporains en sachant se référer aux grands courants de pensée économique et à l'histoire économique.	
1.1 Histoire des faits marquants en matière économique et sociale	
Cette présentation est axée sur la mise en évidence des enjeux économiques, politiques et sociaux en : – rappelant les principaux faits économiques et sociaux et en expliquant leur genèse et leurs conséquences ; – étudiant le cas de quelques grands pays industrialisés (dont la France) et de quelques pays émergents ; – insistant sur les mécanismes de diffusion des phénomènes économiques et sociaux et sur les grandes ruptures.	La Révolution industrielle La crise de 1929 : émergence aux États-Unis et contagion mondiale L'entre deux guerres : montée du protectionnisme et New Deal Les 30 Glorieuses : de la reconstruction à l'essor de la société de consommation et à la CEE Les chocs pétroliers et l'entrée en crise (le cas français) L'effondrement du bloc soviétique et la généralisation du modèle de marché (fin du xx ^e siècle) La montée en puissance de la Chine et de l'Inde (début du xxi ^e siècle)
1.2 Histoire de la pensée économique	
Repérer les principales écoles de pensée économique et les caractéristiques des principaux modèles économiques en insistant sur le caractère contingent de la théorie.	Le courant fondateur des classiques Les grands courants de la pensée économique contemporaine (néo-classique, keynésien et marxiste) Analyse des divergences et convergences Repérage des orientations théoriques récentes
2. L'économie de marché : son fonctionnement et ses imperfections (70 heures)	
L'économie est faite de la rencontre d'acteurs. L'objectif de cette partie est de les identifier, d'en comprendre le comportement et d'en saisir les interactions. L'observation des marchés réels doit conduire ensuite à relever les principaux dysfonctionnements.	
2.1 Circuit économique : acteurs et opérations	
Présenter les grandes catégories d'acteurs (avec le langage économique de la comptabilité nationale).	Les agents économiques (au sens de la comptabilité nationale) : nature, fonction principale et ressources



 Montrer schématiquement le fonctionnement de l'économie à partir de la représentation du circuit économique.	Le circuit économique : • les opérations des agents économiques • circuit simplifié • circuit élaboré
2.2 Le comportement des acteurs	
Comprendre les fondements de la modélisation micro-économique du comportement des agents économiques (en particulier le consommateur et le producteur)	La micro-économie du consommateur : • maximisation d'utilité sous contrainte • vision dynamique (élasticité-prix et élasticité-revenu) • fonction de demande La micro-économie du producteur : • facteurs de production • fonction de production (production totale, production moyenne et productivité marginale) • fonction de coût (coût total, coût moyen et coût marginal) • fonction d'offre Le marché de concurrence
2.3 Construction des marchés et formation des prix	
Montrer le fonctionnement du marché tel qu'il a été pensé initialement par les économistes néo-classiques puis la complexité et les multiples formes possibles (sur l'exemple du marché des produits) et les imperfections.	Le marché de concurrence pure et parfaite Les marchés de concurrence imparfaite et les modes de fixation des prix spécifiques La théorie des marchés contestables La question des externalités et des biens collectifs
2.4 L'analyse de la consommation et de l'investissement	
Montrer l'importance de deux variables fondamentales en économie, la consommation et l'investissement, et rendre compte de la place du facteur temps dans l'analyse des phénomènes économiques.	Étude de la consommation : • le revenu des ménages (répartition primaire et secondaire) • les différentes formes de consommation • l'analyse des déterminants économiques (visions néo-classique, keynésienne et prolongements) • le multiplicateur et la propension marginale à consommer • l'analyse des déterminants psychologiques et sociologiques • différentes formes d'épargne et interprétation théorique Étude de l'investissement : • les différentes formes d'investissement • les déterminants de l'investissement (vision micro-économique)
2.5 Les fondamentaux de la croissance	
Définir le concept de croissance, ses principales composantes et ses fondements théoriques.	Les déterminants de la croissance Les théories de la croissance
2.6 Analyse conjoncturelle et dynamique des marchés	
Initier au suivi de l'évolution économique en se fondant sur des outils d'information économique.	Les cycles économiques : • cycles courts et cycles longs • spécificités des cycles selon les marchés • décalages et ajustements conjoncturels Le cadre d'analyse : • interactions entre les variables de l'égalité emplois-ressources • secteurs, branches, filières • le TES de la comptabilité nationale

Initier au suivi de l'évolution économique en se fondant sur des outils d'information économique.	Les cycles économiques : • cycles courts et cycles longs • spécificités des cycles selon les marchés • décalages et ajustements conjoncturels • Le cadre d'analyse : • interactions entre les variables de l'égalité emplois-ressources • secteurs, branches, filières • le TES de la comptabilité nationale Les outils de suivi : • tableaux de bord conjoncturels • études sectorielles • enquêtes de conjoncture • indicateurs avancés
3. Financement et mondialisation de l'économie (65 heures)	
Prendre la mesure du caractère mondialisé de l'économie contemporaine, notamment aux plans commerciaux et financiers. L'un des vecteurs majeurs de cette mondialisation est la monnaie.	
3.1 Économie financière et monétaire	
Appréhender les caractéristiques fondamentales de la monnaie avant de présenter les différentes modalités du financement de l'économie et le fonctionnement des marchés financiers.	Monnaie, création monétaire et politique monétaire : • les formes et fonctions de la monnaie • le processus de création monétaire • la masse monétaire et ses contreparties • les grandes théories de la monnaie (quantitative, keynésienne, monétariste) • les outils de la politique monétaire et le rôle d'une banque centrale Le financement de l'économie : • agents à besoin de financement et agents à capacité de financement • les différents circuits de financement Les marchés financiers : • définition et fonctionnement (marché primaire et marché secondaire) • les acteurs et leur comportement • les principales évolutions (décloisonnement et globalisation) • les innovations financières
3.2 Commerce international, division internationale du travail et stratégies internationales des entreprises	
Saisir le phénomène de la mondialisation suppose à la fois de connaître les fondements théoriques du commerce international, de prendre la mesure des échanges mondiaux et de leur évolution, et enfin de saisir les caractéristiques des stratégies des acteurs (entreprises et États).	La mesure des échanges internationaux : • les principaux courants d'échange • la balance commerciale • la balance des paiements Les théories des échanges internationaux : libre-échange, protectionnisme et nouvelles théories du commerce international La division internationale du travail (DIT) : définition, déterminants et effets Les traits contemporains des échanges internationaux : • la mondialisation des marchés • la constitution d'espaces économiques régionaux (UE, ALENA) • le rôle déterminant des stratégies des firmes multinationales

3.3 Le système financier international	
La mondialisation se caractérise par l'internationalisation des flux financiers et le développement systématique des stratégies financières internationales. L'étude de cette question suppose la présentation et l'analyse du système monétaire international ainsi que l'énoncé des risques afférents à la mondialisation financière.	Le change : • marché des changes et déterminants des taux de change • les différents systèmes de change • les politiques de change L'analyse des flux financiers internationaux et de leur évolution
4. Politiques publiques et régulation de l'économie (40 heures)	
4.1 Les différents niveaux institutionnels de l'intervention publique	
Présenter les grandes conceptions du rôle de l'État, puis rendre compte des différents niveaux d'intervention publique (européen, national et local).	Les mutations de la place et du rôle de l'État dans l'économie : • les différentes conceptions du rôle de l'État • la notion de politique publique L'affirmation du rôle économique de l'Union européenne : • les grandes étapes de la construction européenne • les principales politiques européennes La décentralisation et la montée en puissance des collectivités locales : évolution de leur statut et de leurs compétences
4.2 Étude de trois grands domaines d'intervention publique : l'emploi, la répartition et l'aménagement de la concurrence	
Aborder la politique économique en se focalisant sur quelques objectifs.	Déséquilibre du marché de l'emploi et politiques d'emploi : • emploi, plein emploi, chômage (définition, mesure et statistiques) • politiques d'emploi Déséquilibres de la répartition, protection sociale et politiques de redistribution : • les enjeux : inégalités de revenus et protection contre les risques sociaux • les différentes conceptions de la redistribution • la politique de redistribution en France Déséquilibres concurrentiels, politique industrielle et de réglementation concurrentielle : • les paradoxes de la concurrence • la politique industrielle et l'aide aux entreprises • la politique de réglementation : justification, exemples et limites

Indications complémentaires

- 1.1 Cette partie s'appuie sur les thèmes étudiés dans les programmes du lycée (en particulier en histoire-géographie).
- 2.1 On donnera quelques indications statistiques sur les agents économiques : nombre, statut juridique, taille.
- 2.7 Le TES doit être vu comme un outil de synthèse des dimensions méso et macro-économique.
- 3.2 Les principaux courants d'échange seront vus par catégorie et par zone. Les déterminants étudiés dans le cadre de la DIT sont : le coût du travail, la fiscalité et la croissance démographique.
- 4.1 Les différentes conceptions du rôle de l'État seront illustrées par quelques repères historiques et géographiques.

1

PARTIE

CHAPITRE 1

CHAPITRE 2

CHAPITRE 3

Économie et histoire

La pensée économique

Histoire économique : de la révolution industrielle à la Deuxième Guerre mondiale

Histoire économique : depuis la Deuxième Guerre mondiale

1

CHAPITRE

La pensée économique

SECTION 1	Introduction à la science économique
SECTION 2	Les grands courants de la pensée économique
SECTION 3	La pensée économique contemporaine
RÉSUMÉ • RÉFÉRENCES • APPLICATIONS	

Crise, croissance économique, politiques économiques, le vocabulaire des économistes a pénétré la société, rendant leur discipline plus proche, mieux connue, mais aussi plus critiquée lorsque les problèmes restent trop longtemps sans solution.

Même s'il est parfois difficile de dissocier les aspects économiques des aspects culturels, psychologiques et sociologiques des comportements humains, l'activité économique constitue un objet d'étude à part entière.

En outre, l'analyse économique s'efforce d'adopter une démarche scientifique. D'ailleurs, on peut se demander quels sont les grands courants qui ont marqué l'histoire de la pensée économique, et quels sont ceux qui sont dominants aujourd'hui, héritiers des fondateurs. L'économie est effectivement une science qui se nourrit de la réflexion passée et qui progresse au gré des divergences et des convergences d'analyse entre les grandes orientations théoriques.

SECTION 1

INTRODUCTION À LA SCIENCE ÉCONOMIQUE

L'économie, comme l'histoire et la psychologie, appartient à la grande famille des sciences humaines dont le point commun est d'avoir le même objet d'étude : l'être humain. Chaque science se définit par un domaine d'étude et des méthodes qui lui sont propres.

1. L'objet de la science économique

L'objet de la science économique a beaucoup évolué dans le temps depuis que les philosophes grecs ont fait œuvre de réflexion économique. L'économie est apparue successivement comme la science des richesses et la science de la rareté. En effet, puisque tous les biens nécessaires à la satisfaction des besoins ne sont pas disponibles en abondance à l'état de nature, l'homme doit les produire. Les ressources (travail et terre par exemple) n'étant pas illimitées, l'homme doit opérer des choix sur les biens à produire et leurs quantités.

1.1 De la science de l'accumulation des richesses à la science de la rareté

La science économique est bien entendu une science humaine puisqu'elle a pour objet d'étude l'être humain, mais aussi une science sociale, puisqu'elle étudie les individus au sein de la société.

Longtemps l'économie fut considérée comme la science de l'accumulation des richesses. Déjà Aristote proposait une division en trois branches de la science de l'homme : l'Éthique, l'Économique et la politique. Si l'Éthique relève de l'individu et la politique de la Cité, l'Économique caractérise l'activité familiale. En effet, le mot économie provient du grec *oïkos*, qui signifie « maison », et *nomos* qui représente les règles. L'économie serait donc l'ensemble des règles de conduite des activités domestiques. Le philosophe grec indique que la science de l'acquisition des richesses, la chrématistique, est un élément de l'Économique. Autrement dit, l'accumulation de richesses n'a pour cadre que la famille.

Il faudra attendre le développement du capitalisme commercial, après le Moyen Âge, pour considérer la production de richesses étendue à l'échelle de la nation, et non pas limitée à la famille.

Dès lors, l'accumulation de richesses sera encouragée par l'État, notamment chez les mercantilistes des XVI^e et XVII^e siècles. L'économie devient politique, c'est-à-dire que son champ s'élargit, passant du cadre familial au cadre de la nation comme l'illustre l'ouvrage d'Antoine de Montchrestien, *Traité d'économie politique*, paru en 1615.

Toutefois, si l'économie est une science humaine, il convient de se demander ce qui la distingue des autres sciences humaines. Toute science se donne un objet d'étude précis qu'elle tente d'analyser. Si la science politique privilégie l'étude du pouvoir, la science économique se concentre, elle, sur la rareté.

Le constat de départ de l'analyse économique est somme toute assez simple : les hommes éprouvent des besoins illimités, mais les ressources dont ils disposent pour les satisfaire n'existent qu'en nombre limité (phénomène de rareté), en conséquence ils doivent faire des choix.

1.2 Les besoins humains sont illimités

On définira le **besoin économique** comme un manque qui peut être satisfait par l'acquisition ou la consommation de biens et services, sachant que ces mêmes biens et services sont produits en quantités limitées.

John Maynard Keynes dans *Essais sur la monnaie et l'économie* (1930) distingue deux catégories de besoins :

- ceux qui possèdent un caractère absolu, que l'on ressent quelle que soit la situation des autres individus ;
- ceux qui ont un caractère relatif, que l'on éprouve au contact des autres.

Bien entendu, les premiers peuvent atteindre un seuil (boire et manger par exemple), alors que les seconds paraissent illimités. C'est le cas par exemple dans le cadre d'une dynamique imitation/différenciation qui met en relation les comportements de consommation des individus. Certains consomment des biens particuliers en vue de se distinguer. D'autres individus cherchent à les imiter, poussant les premiers à trouver une nouvelle distinction. La dynamique apparaît illimitée.

1.3 Les biens et les ressources sont limités

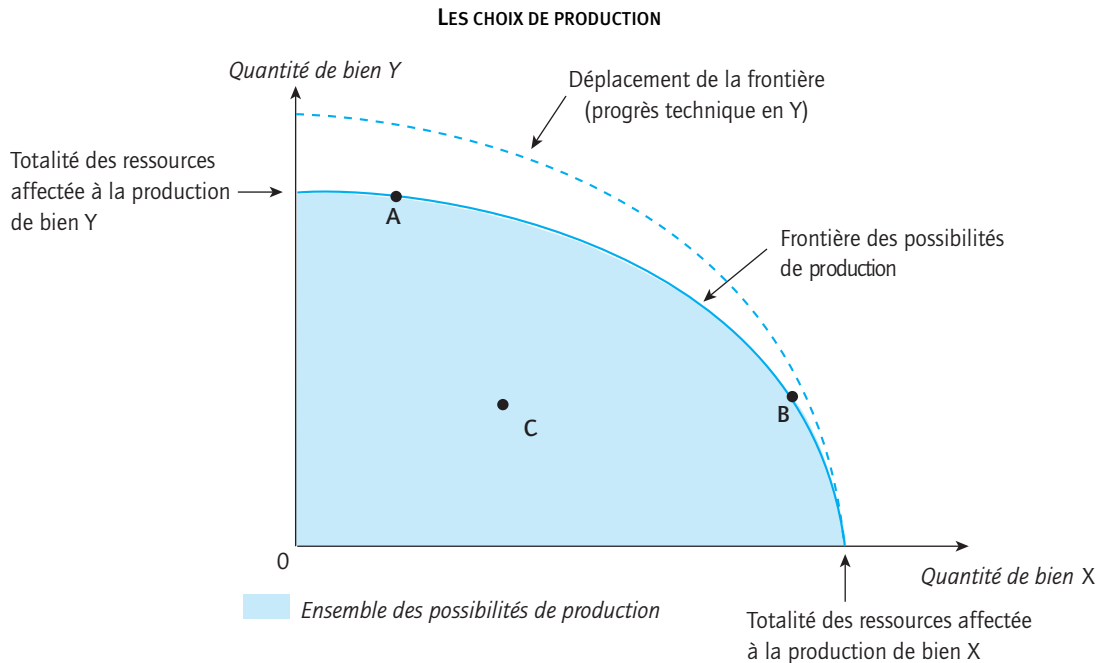
L'économie ne s'intéresse qu'aux **biens rares**, que l'on appelle **biens économiques**, et écarte donc du domaine d'étude les **biens libres**.

Par opposition aux biens rares, les biens libres sont disponibles en abondance, comme l'air, l'eau, le soleil, le vent. Les biens économiques se caractérisent par le fait qu'ils nécessitent un

sacrifice pour être produits. Bien entendu, certains biens considérés comme libres peuvent devenir rares si leur obtention nécessite du travail humain. On pense là aux problèmes de pollution qui obligent à engager des ressources pour rendre l'air respirable et l'eau potable. Parmi les biens économiques on distingue les biens matériels (objets) et les biens immatériels (services), ou encore les **biens de production** (qui servent à produire d'autres biens) et les **biens de consommation finale**. Les biens de production se divisent en deux catégories, les **biens de consommation intermédiaire** (matières premières par exemple) et les biens d'équipement (machines).

1.4 La rareté impose des choix

Comme les ressources en travail et en matières premières sont rares, il est impossible de produire tous les biens nécessaires à la satisfaction des besoins illimités. Il convient donc de faire des choix pour déterminer les biens qui seront produits, parmi l'ensemble des possibilités de production. Le problème de la rareté peut s'illustrer par la « frontière des possibilités de production » d'une économie. Si l'on considère qu'il n'est possible de produire que deux biens X et Y, la « frontière » des possibilités de production prend l'allure suivante :



Les choix de production efficaces se situent sur la frontière (en A et B par exemple). À l'intérieur de l'espace des possibilités de production (en C), l'économie se priverait de la possibilité de produire plus de biens X et Y. Il convient donc de choisir entre produire plus de biens X et relativement moins de bien Y, ou l'inverse. La frontière dépend des ressources dont dispose l'économie (volume de travail, matières premières, biens fabriqués dans le passé), mais également de l'état d'avancement du progrès technique. Ce dernier permet d'ailleurs de déplacer la frontière vers la droite et vers le haut (le schéma indique en pointillé un déplacement de la frontière des possibilités de production grâce au progrès technique dont bénéficie la production de bien Y).

Ainsi, la science économique cherche à résoudre le problème de l'allocation des ressources, c'est-à-dire à répondre aux questions suivantes, mises en évidence par P. A. Samuelson (1950) :

- Quels biens produire ?
- En quelles quantités doivent-ils être produits ?
- Comment ces biens doivent-ils être produits ?
- Pour qui ces biens doivent-ils être produits ?

En situation d'abondance, la dernière question ne se poserait pas. Mais si la rareté domine, il faut pouvoir déterminer quels seront les bénéficiaires des richesses créées, et en quelle quantité pour chacun. En conséquence, la science économique s'intéresse aussi à la manière de répartir les richesses produites. En définitive, on peut donner de la science économique la définition célèbre de Lionel

Robbins dans son *Essai sur la nature et la signification de la science économique* en 1932 :

DÉFINITION

« L'**économie** est la science qui étudie le comportement humain en tant que relation entre les fins et les moyens rares à usage alternatif. »

Il est tentant de définir la science économique par les sujets qu'elle traite et qui constitue son objet : la production, les échanges, la répartition des richesses, la consommation. Mais ces sujets ne sont pas purement économiques, ils comportent comme nous le savons une dimension sociologique, psychologique, politique ou sociale. L'économie ne peut être définie uniquement par son domaine d'étude, son objet, mais par la manière dont elle l'aborde.

2. La méthode de la science économique

L'économie est une façon particulière d'étudier les comportements des hommes. C'est la science des choix, ou science de la décision, dans un cadre de rareté. Quelles sont les démarches et les méthodes adoptées par la science économique ?

Elle bâtit son raisonnement à partir d'hypothèses, en s'efforçant de d'expliquer la réalité, plus que d'indiquer comment devraient être les choses. Enfin, elle se place autant au niveau de l'individu que de l'ensemble des individus.

2.1 Hypothèses, lois et modèles en science économique

L'observation des phénomènes économiques conduit à s'interroger sur les relations qui peuvent exister entre les variables économiques. On est par exemple conduit à se demander quels sont les liens entre le prix et la demande d'un bien, entre le volume d'investissement des entreprises et le niveau du taux d'intérêt.

Les économistes font alors apparaître des lois qui semblent gouverner le comportement des agents. On dépasse dans ce cas la réalité et on se situe au niveau de la théorie économique. Partant de l'observation des budgets des ménages, l'économiste autrichien Engel (1857) a ainsi pu mettre en évidence que la part du revenu consacrée à la dépense alimentaire diminuait quand le revenu augmentait. La généralisation de son étude est connue sous le nom de « loi d'Engel ».

DÉFINITION

Une **loi** est un raisonnement théorique destiné à donner une représentation des liens entre les variables économiques.

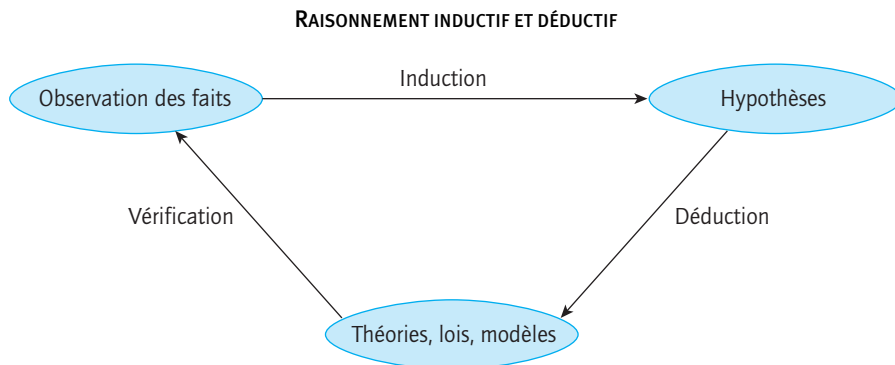
Les lois sont fondées sur des hypothèses plus ou moins contraignantes.

DÉFINITION

Une **hypothèse** est une simplification de la réalité qui rend possible la formulation de théories compréhensibles et utilisables.

Par exemple, l'analyse de la production suppose que l'entreprise recherche en toutes circonstances la maximisation de son profit, même si cela n'est pas toujours vérifié dans la réalité. En effet, l'entreprise est incarnée par des hommes qui recherchent le pouvoir, l'augmentation des parts de marché, la pérennité de l'entreprise. L'analyse du consommateur repose sur l'hypothèse de **rationalité** de son comportement, c'est-à-dire la recherche du maximum de satisfaction compte tenu de son revenu. Mais, si le consommateur est un être rationnel, il n'en demeure pas moins un être passionnel, comme le montrent ses achats à tempérament, ou achat non programmés.

Enfin, les hypothèses et les lois permettent de construire des **modèles**. Un modèle est un ensemble d'hypothèses et de lois qui donne une représentation théorique du fonctionnement de l'économie. Comme dans toute démarche scientifique, les modèles sont confrontés aux faits : la validité d'une théorie repose sur la capacité de ses conclusions à expliquer les faits. En somme, le raisonnement, en économie, est à la fois inductif et déductif.



2.2 Économie positive et économie normative

En référence à Auguste Comte et son *Cours de philosophie positive* (à partir de 1826), une **analyse positive** explique pourquoi les choses et les comportements sont ce qu'ils sont. Elle vise donc à montrer le monde « tel qu'il est ».

Par contre, une **analyse normative** cherche à définir ce que doivent être les choses et les comportements, à expliquer « comment doit être » le monde. Seule la démarche positive relève de la science, l'économie normative est trop influencée par des valeurs que l'on cherche à respecter.

Curieusement, l'économie n'a pas pour vocation d'édicter des règles de bonne conduite ou de bonne gestion. Elle doit laisser le soin à d'autres de le faire, puisque les décisions en la

matière appartiennent aux hommes politiques qui détiennent le pouvoir. Cependant, les économistes conçoivent comme un prolongement logique de leur travail, le fait de donner des conseils en matière de politique économique par exemple. Il apparaîtrait absurde de connaître en profondeur les mécanismes à l'origine de la pauvreté, sans s'en servir pour lutter contre. L'économie est forcément politique, comme le laissait présager l'ouvrage d'Antoine de Montchrestien (*Traité d'économie politique*, 1615).

Toutefois, si les économistes émettent des avis, c'est toujours en dernier ressort les hommes politiques qui prennent les décisions. En France, le Conseil d'analyse économique (CAE) présente des rapports au Premier Ministre sur des sujets économiques et sociaux, ce dernier demeurant maître des conclusions à en tirer et de l'action à mener. On pressent toutefois que la présentation des travaux des économistes peut influencer les jugements du pouvoir, c'est la raison pour laquelle le CAE est constitué d'économistes de divers horizons. Il est difficile de séparer pleinement le positif du normatif.

QUEL LIEN PEUT-ON ÉTABLIR ENTRE LA PENSÉE ÉCONOMIQUE ET LES DÉCISIONS POLITIQUES ?

Les décisions politiques peuvent s'inspirer des théories économiques. En effet, les dirigeants économiques prennent la plupart de leurs décisions en référence à des courants théoriques. Ainsi, la théorie keynésienne a conduit aux politiques de relance, le monétarisme à la rigueur monétaire. Le renouveau néoclassique a inspiré de nombreuses politiques libérales au cours des années 80. Plus particulièrement, le reaganisme (politique économique suivie par Ronald Reagan aux États-Unis d'Amérique entre 1981 et 1988) s'appuyait sur la réflexion des économistes de l'offre. Aujourd'hui, les théories de la croissance endogène réhabilitent le rôle de l'État dans l'économie.

Néanmoins, il ne faut pas exagérer le rôle de la pensée économique dans la conduite des politiques économiques. Les gouvernants doivent prendre en compte les diverses contraintes liées à une situation réelle et non théorique. En outre, la décision politique est un des champs de réflexion de la pensée économique. L'École des choix publics analyse le type de rationalité en œuvre dans la prise de décision politique : recherche de l'intérêt général ou optimisation d'une trajectoire personnelle ? La théorie des jeux étudie également les diverses stratégies possibles pour un gouvernement dans le cadre de négociations.

2.3 Microéconomie et macroéconomie

Les sciences sociales opposent presque toujours des conceptions holistes et des conceptions individualistes. En tant que science sociale, l'économie n'y échappe pas.

DÉFINITION

L'**individualisme méthodologique** est une méthode d'analyse des faits économiques et sociaux qui part du principe que les phénomènes étudiés peuvent être expliqués à partir des comportements individuels.

DÉFINITION

Le **holisme** est une méthode d'analyse qui considère que les comportements individuels s'inscrivent dans un contexte global prédéterminé (les normes et les règles d'une société, la catégorie sociale d'appartenance etc.). En conséquence, l'étude du contexte global est nécessaire pour comprendre les actes individuels.

Par exemple, un acte de consommation est un acte individuel, puisque chaque individu décide en fonction de ses goûts et de son budget, mais aussi un acte qui dépend du contexte dans lequel il s'insère, puisque les individus décident de ce qu'ils consomment sous le regard des autres individus (phénomène de mode par exemple).

En d'autres termes, l'individualisme méthodologique considère que les faits sociaux sont la résultante non voulue des comportements des individus, alors que le holisme considère que c'est l'existence préalable de l'organisation sociale qui détermine les décisions individuelles.

En science économique, ce débat renvoie à l'opposition entre microéconomie et macroéconomie.

DÉFINITION

La **microéconomie** relève de l'individualisme méthodologique et prend pour point de départ l'analyse économique à l'échelle d'un agent. Elle choisit un agent type puis, pour passer aux grandeurs globales (la consommation par exemple), elle propose d'agréger les décisions individuelles.

DÉFINITION

À l'inverse, la **macroéconomie** relève du holisme et s'intéresse aux relations entre les grandeurs globales. Donc, le point de départ se situe à l'échelle de tous les agents économiques.

Les conclusions de l'analyse microéconomique ne sont pas forcément généralisables au niveau macroéconomique. Microéconomie et macroéconomie sont à la fois opposées et complémentaires. Ainsi, une baisse des salaires à l'intérieur d'une entreprise peut accroître le profit si les salariés conservent la même productivité. Si toutes les entreprises raisonnent de la sorte, elles ont intérêt à diminuer les salaires. Cependant, les salaires des uns représentant la demande qui s'adresse aux autres, une baisse généralisée des rémunérations peut très bien diminuer les profits. Cette difficulté de passage de l'analyse microéconomique à l'analyse macroéconomique s'appelle le problème du *no bridge*. Il est souvent difficile de donner des fondements microéconomiques à l'analyse macroéconomique, ce qui justifie une approche purement macroéconomique pour rendre compte de phénomènes que ne peut expliquer la microéconomie.

3. La scientificité de l'analyse

De manière récurrente, la question de la scientificité de l'analyse économique est posée. Une science se définit comme un exercice de la pensée sur les objets. Cela signifie donc que, pour prétendre au statut de science, l'économie doit posséder un objet d'étude qui lui est propre, comme nous avons pu le voir précédemment. Mais cela suppose aussi qu'elle utilise une démarche scientifique : bâtir des modèles théoriques à partir d'hypothèses véritablement scientifiques, lesquelles pourront être testées en confrontant les modèles à la réalité.

3.1 L'analyse scientifique commence par des hypothèses...

Karl Popper (1963) indique qu'une proposition devient scientifique quand elle peut être réfutée, c'est-à-dire quand il est possible de la confronter aux faits. Une hypothèse scientifique est donc une proposition qui comporte en elle la possibilité de sa propre réfutation. La scientificité d'une hypothèse peut se comprendre à travers la célèbre parabole du cygne noir. Ce n'est pas parce que l'observation nous a conduit à ne rencontrer que des cygnes blancs, que tous les cygnes sont blancs. On peut même dire que le scientifique serait plus avancé s'il croisait un cygne noir, car il prouverait alors que tous les cygnes ne sont pas blancs. En somme, il est possible de prouver une erreur (l'existence d'un cygne noir prouverait qu'ils ne sont pas tous blancs), alors qu'on ne peut jamais établir une vérité. Une analyse scientifique n'est digne de ce nom que si elle peut être réfutée par l'observation des faits.

3.2 ... et se prolonge dans l'expérimentation

Le problème, en science économique, vient du fait que l'expérimentation apparaît difficile. Il semble inconcevable de faire des expériences pour savoir si la hausse des taux d'intérêt pourrait accroître le chômage. Remarquons que ce problème se pose aussi pour d'autres sciences « dures », pour lesquelles les expériences ne sont pas toujours envisageables : que dire du clonage humain, des essais nucléaires ? Ceci revient à remettre en cause le critère de scientificité avancé par Popper : ce n'est pas parce qu'on ne peut pas faire d'expérience que la démarche en économie n'est pas scientifique. D'ailleurs, elle est en partie possible, si l'on construit des modèles qui permettent des simulations à l'aide d'outils mathématiques et statistiques. Comme l'ont montré les prix Nobel d'Économie 2002 Vernon Smith et Daniel Kahneman, on peut mener des expériences sur les comportements des individus en matière de transaction économique pour repérer leur plus ou moins grande rationalité (à partir de jeux de marché, ou de gestion de portefeuilles boursiers fictifs). Les expériences de « laboratoires » sont donc possibles ! En outre, l'économiste peut s'appuyer sur l'histoire pour valider son modèle théorique : ainsi, peut-être pourrait-on observer, au cours de l'histoire, que les périodes de hausse des taux d'intérêt se sont caractérisées par une hausse du chômage. Enfin, les hypothèses en économie doivent être entendues comme des probabilités : le consommateur est le plus souvent rationnel, et ce n'est pas parce qu'on rencontre un individu qui ne l'est pas (un « cygne noir ») que l'hypothèse de rationalité doit être rejetée.

SECTION 2

LES GRANDS COURANTS DE LA PENSÉE ÉCONOMIQUE

La réflexion économique apparaît chez les philosophes grecs (Aristote, Platon), qui étudient l'économie domestique et la gestion de la cité. Au Moyen Âge, c'est la morale chrétienne qui inspire la pensée économique (Saint Augustin, Saint Thomas d'Aquin). Entre le XVI^e et le XVIII^e siècles, les mercantilistes, qui préconisent l'abondance de métaux précieux, l'intervention de l'État et le développement de la population, rendent la réflexion économique autonome mais ne constituent pas encore un courant économique structuré. Au milieu du XVIII^e siècle, les Physiocrates, avec François Quesnay, donnent une analyse économique globale sous forme de circuit et peuvent être considérés comme des précurseurs. À partir de la fin du XVIII^e siècle, de véritables analyses théoriques se développent, à partir d'économistes dont les idées se rapprochent suffisamment pour pouvoir être considérés comme appartenant à des « écoles de pensées ».

1. Les économistes classiques et l'émergence de la science économique

Les économistes classiques sont contemporains de la révolution industrielle et observent une économie en pleine transformation. Ils sont pour l'essentiel favorables aux conditions du développement économique. Celui-ci se caractérise par le passage de l'artisanat à l'industrie, et une transformation de l'agriculture rendue nécessaire par la transition démographique. La révolution industrielle est marquée par de multiples innovations techniques (métiers à tisser mécaniques, machine à vapeur) qui autorisent une organisation plus efficace des manufactures. L'appellation « classique » est due à Karl Marx qui constate chez les différents auteurs de cette époque une convergence de critères d'analyse : une même théorie de la valeur, une étude des rapports de classe, une défense du **libéralisme économique**.

LES PRINCIPAUX AUTEURS DU COURANT CLASSIQUE

- Adam Smith (1723-1790), *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations* (1776)
- Thomas Robert Malthus (1766-1834), *Essai sur le principe de population* (1798 à 1803)
- Jean Baptiste Say (1767-1832), *Traité d'économie politique* (1803)
- David Ricardo (1772-1823), *Principes de l'économie politique et de l'impôt* (1817)
- John Stuart Mill (1806-1873), *Principes de l'économie politique* (1848)

1.1 L'adhésion à la théorie de la valeur travail

Adam Smith (1776) et David Ricardo (1817) distinguent, pour leur raisonnement, la valeur d'usage et la valeur d'échange des biens. La valeur d'usage dépend de la satisfaction que le bien procure à la société, la valeur d'échange correspond à la quantité d'autres biens que l'on peut obtenir en échange du bien produit. Ils ne s'intéressent qu'à la valeur d'échange et indiquent que la valeur d'un bien provient de la quantité de travail nécessaire à sa fabrication. Ricardo précise que le travail est à la fois direct (le travail proprement dit) et indirect par l'intermédiaire des machines utilisées en production (ces biens de production ont nécessairement été créés grâce à du travail).

Les richesses produites proviennent donc de la plus ou moins grande quantité de travail disponible dans l'économie. Pour cette raison, Smith considère qu'il est primordial de mieux produire pour produire plus, en divisant le travail en tâches élémentaires. Il cite pour cela l'exemple d'une manufacture d'épingles qu'il emprunte à l'Encyclopédie de Diderot et D'Alembert (voir page suivante).

Il montre à travers cet exemple que la **division du travail** est source d'augmentation de la productivité, grâce à l'élimination des pertes de temps de passage d'une tâche à l'autre, et à l'effet d'expérience obtenue dans la répétition de la tâche.

LA DIVISION DU TRAVAIL CHEZ ADAM SMITH

« Prenons un exemple dans une manufacture de la plus petite importance, mais où la division du travail s'est fait souvent remarquer : une manufacture d'épingles. (...) »

Mais de la manière dont cette industrie est maintenant conduite, non seulement l'ouvrage entier forme un métier particulier, mais même cet ouvrage est divisé en un grand nombre de branches, dont la plupart constituent autant de métiers particuliers. Un ouvrier tire le fil à la bobine, un autre le dresse, un quatrième empoigne, un cinquième est employé à émoudre (...) enfin l'important travail de faire une épingle est divisé en dix-huit opérations distinctes ou environ. (...) »

J'ai vu une petite manufacture de ce genre qui n'employait que dix ouvriers, et où par conséquent quelques-uns d'entre eux étaient chargés de deux ou trois opérations. (...) Ces dix ouvriers pouvaient faire entre eux plus de quarante-huit milliers d'épingles dans une journée ; donc chaque ouvrier, faisant une dixième partie de ce produit, peut-être considéré comme faisant dans sa journée mille huit cents épingles. Mais s'ils avaient tous travaillé à part et indépendamment les uns des autres, et s'ils n'avaient pas été façonnés à cette besogne, chacun d'eux assurément n'eût pas fait vingt épingles, peut-être pas une seule dans la journée. »

Adam Smith, *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations* (1776).

1.2 Une analyse macroéconomique en termes de classes sociales

Les auteurs classiques voient l'économie comme une science de l'accumulation des richesses. Ils s'interrogent logiquement sur la manière d'augmenter les richesses produites, mais aussi sur la façon de les répartir. Ils proposent alors une division de la société en classes sociales (les travailleurs, les capitalistes et les propriétaires terriens), chacune obtenant une partie du revenu global.

Ainsi, les travailleurs sont rémunérés au **minimum de subsistance**, ou **taux de salaire naturel**. Ricardo (1817) indique que « le prix naturel du travail est celui qui fournit aux ouvriers, en général, le moyen de subsister et de perpétuer leur espèce sans accroissement ni diminution ». Les salaires gravitent nécessairement autour du salaire naturel car, si les travailleurs percevaient des salaires plus élevés ils seraient conduits à élever une famille plus nombreuse, augmentant le nombre de bras disponibles sur le marché du travail. Il en résulterait automatiquement une baisse des salaires. Cependant, Ricardo précise que le salaire naturel n'est pas absolument fixe et constant, mais qu'il varie dans le temps et selon les lieux. Le panier de biens qu'il permet d'obtenir dépend du contexte social.

Les propriétaires fonciers sont eux rémunérés grâce à la rente que leur procure la terre qu'ils louent. Or, pour accroître la production agricole, il est nécessaire de mettre en culture des terres de moins en moins fertiles (loi des rendements décroissants). Les récoltes réalisées sur ces terres sont moins importantes que sur les premières, pour un même volume de travail. Il en résulte que le loyer de la terre est moins élevé (sinon personne ne voudrait de ces terres), et les prix des produits agricoles plus élevés. Par différence avec le loyer des terres les plus fertiles, on obtient la rente des propriétaires terriens qui possèdent les meilleures terres. La **rente foncière** est une rente différentielle.

LA RENTE PÉTROLIÈRE

La rente foncière décrite par Ricardo s'apparente à la rente pétrolière d'aujourd'hui. En effet, lorsque la demande mondiale de pétrole s'accroît (en raison par exemple de la croissance chinoise) le prix du pétrole augmente. Il devient alors rentable d'exploiter des gisements qui ne l'étaient pas jusque-là (plateformes de pétrole en mer du Nord). Cette hausse des prix accroît le profit des exploitations qui extraient du pétrole plus aisément (Arabie Saoudite par exemple) : ces exploitations bénéficient donc d'une rente par différence entre le prix élevé du pétrole et le coût d'extraction plus faible sur leurs exploitations. Il s'agit d'une forme « d'enrichissement sans cause » pour les exploitations qui bénéficient de faibles coûts d'extraction. C'est bien le prix élevé du pétrole qui augmente la rente et non l'inverse : si les exploitations les plus rentables refusaient cette rente cela ne ferait pas baisser le prix du pétrole.

Pour Ricardo, la hausse du salaire naturel consécutive à la hausse des prix des denrées agricoles (puisque le salaire naturel se fixe au niveau du minimum de subsistance) grève les profits des entrepreneurs. Il faudrait pouvoir payer le blé moins cher pour faire baisser le salaire naturel. En ayant recours, par exemple, aux importations de blé en provenance de l'étranger.

1.3 Des adeptes du libéralisme économique

Pour les classiques, le libéralisme économique est l'état idéal et naturellement favorable à l'augmentation des richesses produites. Ce libéralisme économique peut s'illustrer par la phrase célèbre du physiocrate Vincent de Gournay : « laissez faire les hommes, laissez passer les marchandises ». Elle indique que l'État ne doit pas intervenir et qu'aucun obstacle à la circulation des marchandises ne doit être érigé.

On retrouve cette idée dans le principe de la « **main invisible** » d'Adam Smith. Selon ce principe, tout individu qui poursuit un intérêt purement individuel, voire égoïste, œuvre pour l'intérêt collectif, ou prospérité générale.

LA MAIN INVISIBLE

« Ce n'est pas de la bienveillance du boucher, du marchand de bière ou du boulanger, que nous attendons notre dîner, mais bien du soin qu'ils apportent à leurs intérêts. Nous ne nous adressons pas à leur humanisme, mais à leur égoïsme (...).

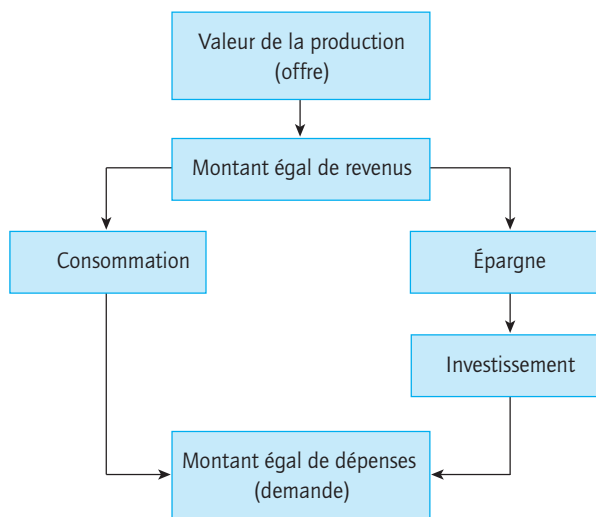
(...) Chaque individu met sans cesse tous ses efforts à chercher, pour tout le capital dont il peut disposer, l'emploi le plus avantageux (...) il ne pense qu'à son propre gain : en cela, comme dans beaucoup d'autres cas, il est conduit par une main invisible à remplir une fin qui n'entre aucunement dans ses intentions (...).

Tout en ne cherchant que son intérêt personnel, il travaille souvent d'une manière bien plus efficace pour l'intérêt de la société, que s'il avait réellement pour but d'y travailler. »

Adam Smith, *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations* (1776).

Pour Jean-Baptiste Say (1803), les crises générales de surproduction sont impossibles, simplement parce que « les produits s'échangent contre les produits ». Cette « **loi des débouchés** », ou loi de Say, a été reformulée par Keynes (1936) sous l'expression « l'offre crée sa propre demande ». La production crée un montant de revenus distribués nécessairement égal en valeur à cette production, puisque le prix d'un bien comprend des revenus distribués aux salariés, aux autres producteurs auprès desquels l'entreprise s'approvisionne, aux propriétaires de l'entreprise, voire à l'État sous forme d'impôts et taxes. Ces mêmes revenus donnent lieu à une consommation et à une épargne. L'épargne est intégralement investie car sinon son détenteur se priverait d'une rémunération possible. Finalement, que cela soit sous forme de biens de consommation, ou de biens de production, les revenus contribuent entièrement à une demande de biens auprès des producteurs.

LA LOI DE SAY



Si globalement la valeur des biens produits est égale à la valeur des biens demandés, il se peut tout de même que des déséquilibres sectoriels apparaissent. Mais, si sur un marché l'offre est supérieure à la demande, c'est qu'il existe nécessairement au moins un autre marché pour lequel la demande est supérieure à l'offre. Dans ce cas, J.-B. Say montre que les mécanismes de l'offre et de la demande conduisent à un rééquilibrage dans tous les secteurs, sans qu'une intervention de l'État soit nécessaire.

Pour les économistes classiques en général, l'État doit se contenter de remplir ses fonctions régaliennes (Police, Justice, Armée), même si l'on trouve déjà chez Adam Smith l'idée que l'État doit prendre en mains les activités utiles à la nation, mais délaissées par le marché, dans le cadre de la production de biens publics.

Enfin, Ricardo (1817) et Smith (1776), notamment, sont des partisans du libre échange. Ils montrent que chaque pays a intérêt à ouvrir ses frontières, et à se spécialiser dans les productions pour lesquelles il est avantagé, car le total des richesses produites par l'ensemble des pays en situation de libre-échange, est supérieur au total produit en autarcie. D'ailleurs, Ricardo prône le libre échange pour favoriser l'importation en Angleterre de blé français. L'abolition des *corn laws* en 1846 marquera la victoire du libre-échangisme sur le